

<https://www.snetap-fsu.fr/Logement-des-agents-publics-la-FSU-exige-des-avancees-concretes.html>



Logement des agents publics : la FSU exige des avancées concrètes

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : mercredi 6 novembre 2024

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

[<https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH176/logofsu-1-2-20a80.png>]

Les organisations syndicales représentatives des fonctionnaires et contractuel.les de la fonction publique interpellent régulièrement les pouvoirs publics depuis juillet 2023 sur la question du logement des agents publics.

En effet, comme l'a souligné le député David Amiel dans son rapport remis en avril 2024, trop d'agent.es publics sont privé.es d'un accès au logement, ces difficultés importantes nuisent au bon fonctionnement des services publics, et conduisent à un renoncement au concours ou à la mobilité.

Le CILAP (Comité interministériel du logement des agents publics), par les voix des ministres de la fonction publique, du logement et des comptes publics, affiche très officiellement depuis 15 mois une forte volonté politique pour réellement s'attaquer à ce sujet.

Un cycle de concertations animé par le délégué interministériel, avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives et des employeurs a été conduit en 2023 et 2024. Ces travaux, dans lesquels s'inscrit la [FSU](#), ont permis de dégager des pistes prometteuses en envisageant la création de l'équivalent d'un « Action Logement » pour la Fonction publique. Pour la FSU, la gouvernance doit en être partagée et paritaire. Bien sûr, cela serait loin de tout régler et ne saurait éluder la question salariale. Mais au moins cela permettrait de mettre en place un dispositif répondant à certaines attentes.

Or, l'examen du décret de création de la délégation interministérielle au logement des agents publics a été supprimé en séance du conseil social d'administration de Bercy le 16 octobre.

Ce nouvel atermoiement du gouvernement autour du logement des agents publics est inadmissible. Des outils sont prêts, comme la plateforme d'information, d'autres sont en cours d'élaboration, des conventions avec des partenaires ont été signées, il est temps que ces outils au bénéfice des fonctionnaires leur soient mis à disposition.

La FSU demande que le gouvernement respecte sa parole, et s'engage enfin sur le logement des fonctionnaires. Le nouveau ministre de la Fonction publique M. Guillaume Kasbarian ne peut pas déjuger l'ancien ministre du logement M. Guillaume Kasbarian, cosignataire de la lettre de mission du délégué interministériel.

Que de temps inutilement perdu, au préjudice des agent.es de la fonction publique.

Bagnolet, le 22 octobre 2024